



RESIDENCE SOCIALE ADEF

«58 voie Nouvelle»

Orly (94)



Grébill, le 27.01.2021

La directrice de l'Unité Départementale
de l'Hébergement et du Logement
du Val-de-Marne

Catherine LARRIEU

Projet Social

Janvier 2021

SOMMAIRE

Préambule	3
I – La résidence	4
1. La localisation de la résidence	4
2. Le bâti et les espaces communs	5
3. Les typologies et conventionnement des logements	5
4. Les redevances	6
II – Le public accueilli	6
1. Le premier peuplement et nouveau public	6
2. La durée de séjour	8
3. Les critères d'éligibilité du public cible	8
III – Le fonctionnement de la résidence	9
1. L'équipe de la résidence	9
2. La concertation	10
3. La réservation des logements	11
4. La commission d'attribution	11
5. L'accueil et l'intégration	12
6. L'action sociale	13
IV – L'Instance de suivi de la résidence sociale	14

Préambule

3F Résidences réalise la transformation d'un hôtel devenu hôtel social de fait, en résidence sociale de 74 logements individuels.

L'ADEF, acteur clé du logement accompagné en Ile-de-France, est gestionnaire de cette résidence sociale.

Fort de son expérience en matière d'habitat spécifique et de sa présence dans le département, l'ADEF affirme avec cette nouvelle résidence sociale sa volonté de contribuer à la promotion de solution de logements temporaires auprès d'un public généraliste avec une orientation d'accueil d'un public de jeunes actifs.

Le passage en résidence sociale appelle l'élaboration, par le gestionnaire et en collaboration avec les partenaires du territoire, d'un projet social d'établissement qui vient préciser les publics cibles, les conditions d'accueil et de logement, et le fonctionnement général de la résidence.

Le projet social intègre les valeurs et les orientations définies par l'ADEF, notamment la volonté de poursuivre sa mission d'accueil et de logement des personnes isolées. Une réflexion spécifique permet d'organiser les réponses aux besoins sociaux, en s'appuyant sur une gestion locative sociale et une démarche de développement social et partenarial.

I – La résidence

1.1. La localisation de la résidence

La résidence sociale d'Orly est située n°58, Voie Nouvelle, proche de la zone d'activité Senia. Le Transport Collectif en Site Propre avec la ligne 393 « Sénia Orly » est en cours de prolongement et permettra d'offrir une desserte en transport en commun à proximité (250 mètres) à l'horizon 2024. Le Trammway T9 viendra compléter ce maillage de transports en reliant directement la zone aéroportuaire d'Orly, sa mise en service est prévue au printemps 2021. Il est également possible de rejoindre le RER C (Orly Ville) en moins de 20 minutes à pied.

La desserte en transports en commun est à ce jour assurée par les lignes de bus :

- N°183, arrêt Parc Méliès
- N° 396, Rue du Puits Dixme



Cette nouvelle résidence vise à constituer une réponse aux besoins de logements, notamment en rapport avec le bassin d'emploi de la zone Orly.

Le projet prévoit la création de places de 19 stationnements extérieurs, des emplacements réservés aux 2 roues motorisés et un local pour les vélos.

1.2. Le bâti et les espaces communs

La résidence est issue de la restructuration d'un hôtel. Elle est composée d'un bâtiment se développant sur 3 niveaux en superstructure et 1 niveau en rez-de-jardin.

La résidence sociale est constituée de 74 logements et de plusieurs locaux qui se répartissent selon les pôles suivants :

- Un pôle « **accueil et gestion locative sociale** » comprenant : un hall d'entrée, un bureau d'accueil (11m²) permettant de recevoir individuellement les résidents, un bureau polyvalent de travail pour le personnel en charge de la gestion locative sociale (18 m²), et un espace social (médiation, intervention de partenaires extérieurs...) de 11 m².
- Des « **locaux de service collectif** » à destination des résidents : La salle polyvalente de 30 m² située à RDC et la laverie. Le local vélos est accessible depuis l'extérieur.
- Un espace « **Exploitation** » regroupant les locaux nécessaires pour assurer la gestion hôtelière et la maintenance de l'établissement et les locaux à destination des salariés : local pour le stockage du matériel hôtelier, atelier technique, vestiaires des salariés... L'ensemble de ces locaux est situé à rez-de-jardin à l'exception du vestiaire qui se trouve à rez-de-chaussée.

La résidence est équipée d'un ascenseur et desservi par un escalier. Un parking extérieur de **19 places** de stationnement vient compléter l'offre proposée par l'établissement.

La résidence sociale sera équipée d'un système de contrôle d'accès comportant un portier vidéo localisé sur le portillon d'accès sur rue ainsi que sur la porte du hall d'accueil. Le portail automatique sera également équipé d'une fonction de contrôle d'accès. Ces dispositifs visent à apporter une gestion des accès réservés aux résidents et une sécurisation des lieux.

1.3. Les typologies et le conventionnement des logements

La résidence sociale est composée de **74 logements**, répartis en 2 types de studios autonomes T1 et T1' tous équipés d'une cuisinette, d'une salle d'eau trois fonctions (toilettes, lavabo, douche) dont 4 T1' adaptés aux personnes à mobilité réduite.

Type	Surface habitable	Financement	Nombre	Adaptés PMR
T1	15, 80 à 16,80 m ²	PLAI	46	0
T1'	18,32 à 18,70 m ²	PLAI	10	0
T1'	19,30 à 19,90 m ²	PLAI	11	1
T1'	20 à 20,62 m ²	PLAI	6	3
T1'	22,6 m ²	PLAI	1	0
			74	4

1.4. Les redevances

Le plan de financement de cette opération vise à appliquer des niveaux de redevances modérées, accessibles économiquement pour les publics visés. Ainsi, une minoration allant jusqu'à 10% est appliquée par rapport aux plafonds réglementaires des logements PLAI pour certaines catégories T1'.

La redevance inclut l'ensemble des dépenses liées au logement : le loyer, les charges, les fluides, le mobilier et les prestations (blanchissage des draps et couvertures). L'APL est calculée sur la partie « L+C » de la redevance, la partie « P+M » n'étant pas solvabilisée par l'APL. La redevance inclut l'ensemble des dépenses logements, y compris les fluides, la fourniture de mobilier et literie ainsi que le blanchissage des draps et couvertures.

Redevances

Type	Nombre	Surface habitable	Loyer plafond	Minoration	Base APL (L+C)	P+M	Tarifs valeur 2018
T1	46	15, 80 à 16,80 m ²	378 ,61 €	Plafond (0%)	378 ,61 €	29, 00€	407,61 €
T1'	10	18,32 à 18,70 m ²	498,85€	10 %	448,97 €	30, 00€	478,97 €
T1'	11	19,30 à 19,90 m ²	498,85€	10 %	448,97 €	30, 00€	478,97 €
T1'	6	20 à 20,62 m ²	498,85€	10 %	448,97 €	35, 00€	483,97 €
T1'	1	22,6 m ²	498,85€	Plafond 0%	498,85€	35, 00€	533,85 €

II – Le public accueilli

2.1. Le peuplement

Créée par décret en 1994, la résidence sociale est un dispositif permettant de répondre de façon transitoire à la demande de personnes rencontrant des difficultés d'accès au logement ordinaire pour des raisons sociales ou économiques. Elle est destinée aux personnes ou familles mentionnées au II de l'article L.301-1 du CCH, à savoir des personnes éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, à accéder à un logement décent, indépendant et de s'y maintenir.

La résidence n'est pas destinée au relogement de résidents d'autres foyers ou résidences sociales du département dont la fermeture est prévue.

La résidence sociale permettra de proposer une solution de logement transitoire à des couples, des personnes seules en mobilité professionnelle, à des jeunes en situation d'insertion par le travail, de premier emploi, à des actifs ou apprentis exerçant à proximité des zones d'activités (plateforme aéroportuaire, MIN de Rungis, SENIA).

Type	Nombre	Surface habitable	Tarifs valeur 2018	Public cible
T1	46	15, 80 à 16,80 m2	407,61 €	Personnes isolées
T1'	10	18,32 à 18,70 m2	478,97 €	Personnes isolées
T1'	11	19,30 à 19,90 m2	478,97 €	Personnes isolées
T1'	6	20 à 20,62 m ²	483,97 €	Personnes isolées ou couples sans enfant
T1'	1	22,6 m ²	533,85 €	Personnes isolées ou couples sans enfant

La simulation du montant APL par type de situation et de ressources est présentée ci-dessous et permet d'estimer les taux d'effort des résidents.

Pour une personne isolée :

		Reste à payer	Taux d'effort	Reste à vivre
T1 plafond	RSA - forfait APL (559,74€ - 66,74€) = 493,57 €/mois	61,66 €	12,49%	431,91 €
	Allocation Adulte Handicapé (AAH = 998,31€/mois)	61,66 €	6,18%	936,65 €
	Allocation de Solidarité aux pers. Âgées (ASPA = 868,20 €/mois)	61,66 €	7,10%	806,54 €
	0,5*SMIC avec abattement "charges de famille"	144,05 €	23,95%	457,30 €
L+C	0,5*SMIC sans abattement	209,19 €	34,79%	392,17 €
	0,75*SMIC avec abattement "charges de famille"	239,96 €	26,60%	662,08 €
	378,61 €	321,04 €	35,59%	581,00 €
	0,75*SMIC sans abattement	346,60 €	28,82%	856,12 €
Tarif	SMIC avec abattement "charges de famille"	395,34 €	32,87%	807,38 €
	SMIC sans abattement	413,34 €	22,91%	1 390,66 €
	1,5*SMIC avec abattement "charges de famille"	413,34 €	22,91%	1 390,66 €
	407,61 €	413,34 €	22,91%	1 390,66 €

		Reste à payer	Taux d'effort	Reste à vivre
T1'-10%	RSA - forfait APL (559,74€ - 66,74€) = 493,57 €/mois	74,94 €	15,18%	418,63 €
	Allocation Adulte Handicapé (AAH = 998,31€/mois)	74,94 €	7,51%	923,37 €
	Allocation de Solidarité aux pers. Âgées (ASPA = 868,20 €/mois)	74,94 €	8,63%	793,26 €
	0,5*SMIC avec abattement "charges de famille"	168,80 €	28,07%	432,56 €
L+C	0,5*SMIC sans abattement	242,04 €	40,25%	359,32 €
	0,75*SMIC avec abattement "charges de famille"	275,93 €	30,59%	626,11 €
	448,97 €	365,11 €	40,48%	536,93 €
	0,75*SMIC sans abattement	393,78 €	32,74%	808,93 €
Tarif	SMIC avec abattement "charges de famille"	448,38 €	37,28%	754,34 €
	SMIC sans abattement	484,58 €	26,86%	1 319,42 €
	1,5*SMIC avec abattement "charges de famille"	484,58 €	26,86%	1 319,42 €
	478,97 €	484,58 €	26,86%	1 319,42 €

Pour un couple :

		Reste à payer	Taux d'effort	Reste à vivre
T1'-10%	RSA couple (826,40€ avant abattement de 132,22 € forfait logement)	71,58 €	8,69 %	716,63 €
L+C	2 personnes à 50 % du SMIC sans abattement = 1 202 €	380,58 €	31,66 %	631,13 €
448,97 €	2 personnes à 75 % du SMIC sans abattement = 1 804 €	484,58 €	26,86%	1077,13 €
Tarif	2 personnes au SMIC sans abattement = 2 406 €	484,58 €	20,14%	1679,13 €
483,97 €				

		Reste à payer	Taux d'effort	Reste à vivre
T1' plafond	RSA couple (826,40€ avant abattement de 132,22 € forfait logement)	74,09 €	8,97 %	715,27 €
L+C	2 personnes à 50 % du SMIC sans abattement = 1 202 €	411,09 €	34,20 %	585,37 €
498,85€	2 personnes à 75 % du SMIC sans abattement = 1 804 €	540,09 €	29,94%	993,87 €
Tarif	2 personnes au SMIC sans abattement = 2 406 €	540,09 €	22,45%	1955,87 €
533,85€				

2.2. La durée de séjour

Ainsi que le précise la circulaire du 4 juillet 2006, une résidence sociale en tant que logement transitoire d'insertion, est un outil temporaire et utilisé comme tel : « ...disposer d'un lit, d'une chambre ou d'un logement dans une résidence sociale ne peut constituer pour les résidents qu'une étape dans un parcours d'accès à un logement autonome ».

- La réglementation prévoit un contrat de séjour d'un mois renouvelable par tacite reconduction (art. 16 décret n°94-1128 du 23 décembre 1994).

Conformément à la vocation de la résidence sociale de constituer un logement temporaire pour ses occupants, la durée de séjour des résidents est si possible limitée à deux ans.

Le résident peut résilier à tout moment son titre d'occupation, sous réserve du respect d'un préavis d'un mois sauf en cas d'obtention d'un emploi, de mutation, de perte d'emploi ou d'offre d'accès à un logement où le préavis est alors de 8 jours. (Décret du 30.03.11). **Le préavis doit être donné par écrit.**

2.3. Les critères d'éligibilité du public cible

Les ressources des résidents doivent correspondre aux plafonds prévus pour les logements PLAI ¹.

¹ Au moins 75% des ménages entrant dans les lieux disposent de ressources annuelles n'excédant pas les plafonds applicables.

Ils doivent disposer de ressources suffisantes leur permettant de régler la part de redevance restant à leur charge, et de subvenir à leurs besoins.

Le reste à payer, déduction faite de l'APL, ne doit pas dépasser 40% des ressources du résident, le reste à vivre ne devant pas être inférieur à 350€, au regard de la procédure interne ADEF.

L'attribution d'un logement doit prendre en compte les paramètres sociaux suivants :

- une autonomie minimum du candidat pour occuper un logement dans le respect du règlement intérieur de la résidence sociale ;
- la capacité à vivre en logement accompagné;
- la capacité à poursuivre un parcours résidentiel permettant, à terme, l'accès à un logement durable

L'accueil de personnes ayant besoin d'un accompagnement social sera conditionné à la mise en place et au financement des mesures d'accompagnement (ASSL, AVDL, EDS) permettant d'ouvrir la perspective d'une poursuite du parcours résidentiel dans un délai raisonnable.

III – Le fonctionnement de la résidence

3.1. L'équipe de la résidence

L'équipe présente sur le site est composée :

- ✓ D'un Responsable de résidence à mi-temps qui assure le fonctionnement de la résidence. Ses missions couvrent des champs d'activité variés :
 - Il est garant de la mise en œuvre du projet social, du respect du contrat de résidence et du règlement intérieur,
 - Il assure au quotidien le dialogue avec les représentants des résidents au conseil de concertation, et est l'interlocuteur privilégié des partenaires,
 - Il assure l'animation de l'équipe au sein de la résidence sociale, organise l'accueil, l'écoute et l'information des résidents, il anime la veille sociale,
 - Il veille à la qualité des prestations dues aux résidents : maintenance des équipements, nettoyage, respect du règlement intérieur de l'établissement,
 - Il anime les commissions d'admission, s'assure du respect des critères d'admission et des procédures d'attribution ; il fait le lien à cet effet avec les réservataires et les candidats,
 - Il organise les entrées et sorties, gère les comptes-résidents, encaisse les redevances et constitue des dossiers APL.
- ✓ D'un médiateur social, à temps partiel sous réserve de la mobilisation de financements spécifiques, qui aura pour mission :
 - la tenue d'une permanence sociale
 - le repérage des situations difficiles et la mobilisation des professionnels du territoire
 - le soutien des résidents dans leurs démarches d'accès aux droits et au logement autonome
 - la mise en œuvre d'un programme d'action sociale et ce, en lien avec les résidents et les partenaires locaux
 - l'activation d'une dynamique visant l'amélioration du lien social

- la mise en réseau de la résidence pour permettre un meilleur accès des services et penser des actions d'information.
- ✓ D'un agent d'entretien quotidien en charge de la maintenance et du nettoyage des parties communes et des espaces collectifs. Il occupe une place spécifique auprès des résidents en raison de la proximité induite par son activité. La fréquence des passages dans les espaces communs proches des lieux de vie permet à ce personnel de porter un regard attentionné.
- ✓ D'une équipe de maintenance technique intervenant à fréquence régulière dans l'établissement pour assurer la maintenance préventive et régulière du bâtiment et les réparations courantes.

Cette équipe est appuyée par :

- ✓ Le Directeur de Secteur qui assure des fonctions d'encadrement et de développement partenarial, notamment en vue de répondre aux besoins sociaux des résidents. Il apporte son appui dans le cadre de la relation avec le conseil de concertation et est secondé par son Adjoint, principalement dans les fonctions de gestion ;
- ✓ Le chef d'équipe de secteur qui encadre les agents d'entretien ;
- ✓ Le responsable technique qui assure l'encadrement des équipes de maintenance technique et qui veille globalement au bon fonctionnement sur le plan technique des établissements dont il a la charge.

3.2. La concertation

Un conseil de concertation est mis en place, en respect des orientations posées par le décret n°2016-300 du 14 mars 2016.

L'ADEF s'efforce de satisfaire au mieux les attentes des personnes logées et d'adapter en permanence ses prestations à l'évolution du public accueilli ; le dialogue permanent avec les représentants des résidents et leur implication constituant un enjeu important de la mise en œuvre de sa politique sociale.

Le conseil de concertation a un rôle consultatif. Il vise notamment à favoriser l'échange et le dialogue avec le gestionnaire, et à agir au quotidien au plus près des besoins et des attentes des personnes logées. Il a donc pour vocation à :

- participer au processus d'information des personnes logées, recueillir leurs attentes et les soumettre au gestionnaire ;
- énoncer des propositions sur toutes les questions intéressant le fonctionnement de la résidence sociale et participer au respect des règles de vie en collectivité, notamment en matière de sécurité ;
- favoriser la concertation entre les résidents, le gestionnaire et le propriétaire ;
- participer aux réflexions concernant les conditions générales de la vie en collectivité et les projets d'amélioration du lieu de vie ;

- favoriser toute forme de consultation des personnes logées par le gestionnaire et collaborer dans la mise en oeuvre d'actions spécifiques, notamment en matière d'action sociale.

Le conseil de concertation est porteur de l'intérêt général et inscrit son activité hors de toute obédience politique, syndicale ou religieuse.

Les représentants des résidents au conseil de concertation sont des résidents volontaires et élus. L'élection est à mode de scrutin uninominal à un tour. Le conseil de concertation qui se définit par la réunion du propriétaire, du gestionnaire et des représentants élus des résidents, est réuni au minimum une fois par an. Des réunions de concertation sont programmées tous les deux mois entre l'ADEF et les représentants des résidents.

3.3. La réservation des logements

Les réservataires et la répartition des logements par réservataires sont présentés ci-dessous :

	Répartition	T1	T1'	Total
Etat - Préfecture	30 %	14	8	22
Ville d'Orly	20 %	9	6	15
Action Logement	50 %	24	13	37
Total	100 %	47	27	74

Pour chaque réservataire, une convention spécifique de partenariat sera établie précisant le nombre, le type et l'emplacement des logements au sein de la résidence.

3.4. La commission d'attribution

Une commission de pré-peuplement regroupant l'ensemble des réservataires se déroulera avant la mise en service de la résidence et permettra d'affiner les principes et modalités de fonctionnement des commissions d'attributions proposées ci-dessous. La première commission de peuplement se tiendra minimum 2 mois avant l'ouverture de la résidence.

Afin d'éviter la vacance, le responsable de résidence a délégation pour l'attribution des logements en respect des orientations, procédures et critères validés par la commission d'attribution et ce, afin que les délais d'attente soient minimisés et que l'équilibre de gestion puisse être atteint.

A réception d'un courrier de congé d'un résident, le responsable de résidence contacte le réservataire concerné lequel a 11 jours ouvrés pour orienter un ou plusieurs candidat(s).

- Passé ce délai et sans réponse du réservataire qui n'a pas de candidats identifiés correspondant au logement, le logement vacant est de fait repris par l'ADEF pour 1 tour.
- Les principes retenus pour l'attribution sont la transparence, l'égalité de traitement des candidatures et le respect des demandeurs. Les critères mis en œuvre sont l'ancienneté des demandes, l'adéquation entre les situations et les publics-cibles, l'équilibre de peuplement et le caractère d'urgence des situations.
- En plus des critères financiers, des paramètres sociaux sont pris en compte telle que

l'autonomie, la capacité à vivre dans le logement, l'engagement dans un parcours d'insertion permettant l'accès à un logement durable.

- Un entretien qualitatif avec le demandeur et le responsable de la résidence précède toute attribution de logement.
- Pour chaque candidature traitée une information est faite par le responsable de résidence au réservataire du logement concerné.

Si besoin, une commission d'attribution peut se réunir plusieurs fois par an. Elle est composée d'un ou de plusieurs représentants de l'ADEF et de chacun des réservataires. D'autres institutions peuvent éventuellement être associées, en particulier le Service Social du Conseil départemental.

Son rôle est de :

- vérifier l'adéquation du projet des demandeurs au projet social de la résidence,
- s'assurer que chaque candidature est étudiée et qu'une réponse est apportée,
- faire appliquer les principes et critères d'attribution, notamment ceux de transparence et d'égalité de traitement des demandes,
- appréhender le cas échéant les besoins en terme d'accompagnement social et s'assurer des possibilités en terme de mobilisation des acteurs sociaux

Les premières commissions d'attribution, avant la mise en service de la résidence, permettront d'affiner les principes et modalités de fonctionnement exposés dans ce document.

Dans le cadre du pilotage par l'État du service public de l'hébergement et du logement, le SIAO (Service Intégré d'Accueil et d'Orientation) a un rôle de coordination de l'offre et de la demande. Le gestionnaire s'engage à respecter la procédure de présentation des candidatures du SIAO et notamment à informer sans délai le SIAO de la suite donnée à ses candidatures. En ce qui concerne le suivi des attributions de logements sur le contingent Etat, des liaisons seront établies entre le bureau du logement de la DRIHL, le SIAO et le gestionnaire.

3.5. L'accueil et l'intégration

En respect du référentiel accueil en vigueur à l'ADEF, chaque candidat est invité à un entretien qualitatif. Lors de ce premier contact, chaque candidat est informé des caractéristiques de l'offre de logement : situation géographique de la résidence, type de logement proposé, montant de la redevance, aides au logement. Le fonctionnement de l'établissement lui est communiqué (contrat de résidence, règlement intérieur, durée d'hébergement) au cours d'un entretien dont le cadre formel et physique permet une protection de la confidentialité et la disponibilité nécessaire à un entretien de face à face.

À cette étape, la situation de la personne est appréhendée dans sa globalité : parcours résidentiel, parcours d'insertion, projets, référent social... Les modalités d'étude de sa candidature sont explicitées.

Une fois la décision d'attribution rendue, le résidant est reçu par le responsable de résidence afin de signer son contrat de résidence (conclu pour une durée d'un mois et renouvelable tacitement).

Différentes informations lui sont transmises pour :

- lui présenter ses droits et devoirs, le règlement intérieur,
- lui permettre une appropriation de son logement et une bonne intégration dans la résidence et l'environnement de proximité,
- lui permettre d'accéder aux droits et aux services de droit commun existants sur le territoire
- lui rappeler la finalité de la résidence sociale et la vocation temporaire du logement, durée maximale du séjour, les personnes ressources, les dispositifs et démarches d'accès au logement,

La transmission de ces informations se fait dans un respect mutuel, où la dignité, les particularités, les projets et les droits du résidant sont respectés. L'autonomie et la participation citoyenne de chacun sont recherchées. Les exigences et les contraintes attachées à la vie en collectivité sont rappelées.

Deux mois après l'entrée dans la résidence, une visite d'intégration permet au responsable de résidence de faire le point avec le nouveau résidant : appropriation du logement, règlement de la redevance et mobilisation des aides au logement, intégration dans l'établissement et liens établis, identification d'éventuelles difficultés, information sur le programme d'actions collectives.

3.6. L'action sociale

Comme stipulé dans le paragraphe 3.1, un médiateur social ADEF pourra être mobilisé pour organiser des réponses aux besoins des résidants sous réserve de la mobilisation de financements spécifiques.

Les actions menées par le médiateur social au regard des parcours résidentiels auront pour objectifs :

- d'aider à l'appropriation du logement, des espaces collectifs et de la vie en collectivité ;
- d'aider au maintien dans le logement,
- de soutenir les parcours résidentiels, et notamment aider à la préparation et à l'accès au logement autonome.

Il est rappelé que l'accompagnement des trajectoires résidentielles ne pourra se faire efficacement qu'à travers la mobilisation de dispositifs financiers ou d'accompagnement permettant l'accès et/ou le maintien dans le logement (ASLL, AVDL, accords collectifs, FSH ...).

L'inscription sur SYPLO pourra être faite par le gestionnaire sans attendre la reconnaissance DALO.

En matière d'accès à l'autonomie, le médiateur social soutiendra les résidants dans :

- l'accès à leurs droits ,
- la gestion administrative ,
- l'accès aux dépistages et aux soins.

L'intervenant social favorise l'implication des résidants dans des projets participatifs et crée une dynamique d'animation favorisant l'intégration des nouveaux résidants.

Il coordonne un programme d'interventions sociales d'intérêt collectif portant sur l'ensemble des axes de suivi (promotion et prévention de la santé, accès aux droits, logement, insertion sociale et professionnelle et lien social) en fonction des besoins prioritaires identifiés et les ressources du territoire.

Pour atteindre ces objectifs, le médiateur social :

- organise des actions collectives impliquant les partenaires ;
- anime des ateliers collectifs ;
- apporte un appui individuel ponctuel dans le cadre de permanences sociales ;
- travaille avec le réseau partenarial.

IV– L’instance de suivi de la résidence sociale

Conformément aux textes en vigueur, un bilan annuel de fonctionnement de la résidence sociale sera présenté à Monsieur Le Préfet et ce, avant le 15 novembre.

Ce bilan fera apparaître :

- l’évaluation d’ensemble du déroulement du projet social et sa mise en œuvre,
- le fonctionnement général et l’organisation de la résidence,
- le travail du peuplement, notamment le profil des personnes accueillies, leur durée de séjour ou encore le relogement,
- l’accompagnement social,
- le bilan financier ;

Un comité de suivi constitué des représentants de l’Etat, de la Ville, d’Action Logement, du Conseil Départemental, des associations partenaires, du propriétaire et du gestionnaire, se tiendra au moins une fois par an pour assurer le suivi du fonctionnement de l’action, évaluer celle-ci au regard des objectifs définis, la réorienter si nécessaire et affiner les critères d’évaluation correspondant à son évolution.